INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 12 juillet 2022**

* En baisse une grande partie de la séance, les principaux marchés actions européens ont finalement clôturé dans le vert. Le CAC 40 a rebondi de 0,8% à 6 044,2 points après avoir cédé 0,61% hier. L'Euro Stoxx 50 s'est adjugé 0,43% à 3 486,48 points. Wall Street évolue en légère hausse. Vers 17h30, le Dow Jones gagne 0,4% contre un Nasdaq à l'équilibre.
* La séance a mal débuté sur le Vieux Continent. Les investisseurs s'inquiètent de l'impact de la chute de l'euro qui a atteint quasiment la parité face au dollar en matinée pour la première fois depuis vingt ans. La monnaie unique comme les actions ont été pénalisées par le repli plus marqué que prévu de l'indice Zew du sentiment des investisseurs allemands.
* Cet indicateur est ressorti à -53,8 en juillet alors que les économistes tablaient sur -38,3 après -28 en juin. La devise européenne n'a cessé de s'affaiblir ces dernières semaines, les économistes craignant une crise du gaz, qui ferait basculer la zone euro en récession.
* La tendance sur les actions s'est cependant améliorée progressivement dans l'après-midi grâce au timide rebond de l'euro et à la chute de l'or noir.
* Pour autant, le climat reste anxiogène dans l'attente des chiffres de l'inflation américaine en juin, demain, et des premiers résultats d'entreprises aux Etats-Unis, jeudi.
* Par ailleurs, les nouvelles restrictions sanitaires en Chine alimentent la crainte d'une récession globale. Pour preuve, le baril de pétrole WTI décroche ce soir de près de 8% à 96 dollars le baril en raison également de la flambée du dollar.
* Dans ce contexte de méfiance à l'égard du risque, le rendement du Bon du Trésor américain à 10 ans, qui évolue à l'inverse de son cours, continue de baisser (-7 points de base à 2,92%).
* Aujourd'hui, l'euro est timidement reparti à la hausse (+0,30% à 1,0069 dollar) après avoir atteint ce matin pour la première fois depuis 2002 la parité avec le dollar. La chute plus lourde que prévu de l'indice Zew du sentiment des investisseurs allemands sur les perspectives économiques en juillet a affaibli un peu plus l'euro. Cet indicateur est ressorti à -53,8 en juillet alors que les économistes tablaient sur -38,3 après -28 en juin. La devise européenne n'a cessé de s'affaiblir ces dernières semaines, les économistes craignant une crise du gaz, qui ferait basculer la zone euro en récession.
* L'once d'or livrable en septembre est quasi-stable à 1 732,2 dollars l'once, proche de son plus bas niveau depuis neuf mois. Depuis son pic de 2022 atteint en mars dernier de 2 000 dollars, le métal jaune a perdu plus de 13%. L'or est pénalisé par l'appréciation du dollar qui atteint aujourd'hui son plus plus haut niveau de 2002 à un dollar pour un euro. En effet, la hausse du billet vert rend moins attractif l'achat d'or pour les investisseurs munis de devises étrangères.

Par ailleurs, le métal précieux est pénalisé par la vague d'aversion pour le risque qui frappe tous les actifs, même ceux considérés comme des valeurs refuges.

* Le Conseil de l’Union européenne a formellement approuvé, ce jour, l’adhésion de la Croatie à la zone euro le 1er janvier 2023. Il a fixé le taux de conversion de la kuna croate à 7,53450 pour 1 euro, ce qui correspond au cours pivot actuel de la kuna dans le mécanisme de taux de change. Depuis l’entrée en vigueur du cadre de coopération rapprochée entre la BCE et la Banque nationale de Croatie, le 1er octobre 2020, la BCE assume la surveillance prudentielle directe de huit établissements de crédit importants ainsi que la surveillance de quinze établissements moins importants en Croatie.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, Airbus a bondi de 3,9%, soutenu par la faiblesse de l'euro et des perspectives jugées encourageantes. A l'opposé, Eurofins Scientific a abandonné 2,5%, pénalisé par des prises de bénéfices après avoir gagné 6,6% lors des quatre séances précédentes.
* La crise des semi-conducteurs et l’arrêt des activités du groupe Renault (+1,58% à 23,73 euros) en Russie continuent de peser sur les résultats du constructeur automobile qui a annoncé ce jour une chute de 12% de ses ventes mondiales au premier semestre 2022 par rapport à l'an passé. Néanmoins, la marque au losange, elle, affiche une embellie de ses ventes sur le segment électrique : +12%.

Les ventes mondiales du groupe Renault s'élèvent à 1 000 199 unités au premier semestre, en baisse de 12,0% par rapport au 1er semestre 2021 à périmètre équivalent (hors Russie), dans un contexte perturbé par la crise des semi- conducteurs et marqué par l'arrêt des activités du Groupe en Russie.

" Renault Group, avec ses quatre marques (Renault, Dacia, Alpine et Mobilize), poursuit sa politique commerciale orientée vers la création de valeur qui conduit à une progression de la part de ses ventes sur les canaux les plus rentables ", a précisé le constructeur automobile.

Par ailleurs, la marque au losange continue de bien performer sur le marché électrifié.

Sur le marché des véhicules 100 % électriques, Dacia Spring affiche 5000 commandes par mois en moyenne sur ce premier semestre, quand Dacia Jogger totalise plus de 50 000 commandes à fin juin 2022.

Dacia confirme sa troisième place des ventes à particuliers en Europe et maintient sa progression avec une hausse de 5,9% des immatriculations par rapport au 1er semestre 2021. Un succès porté notamment par Dacia Sandero, modèle le plus vendu aux particuliers en Europe pour la cinquième année consécutive et Duster, modèle SUV le plus vendu aux particuliers en Europe depuis 2018.

La marque Alpine est aussi en forte progression : ses immatriculations progressent de plus de 70% après une année 2021 déjà bien orientée. L'expansion internationale se poursuit avec le lancement de la marque en Slovénie et en République tchèque et celui de la nouvelle gamme A110 dont le niveau de commande a doublé sur la période.

Sur les cinq pays principaux d'Europe (France, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni), la part des ventes à particuliers représente 66% versus 53% au 1er semestre 2021.

* EDF a bondi de 5,96% à 10,225 euros, soutenu par une information Reuters selon laquelle le gouvernement pourrait dépenser plus 8 milliards d'euros pour nationaliser l'énergéticien français. L'agence de presse confirme l'intention du gouvernement de lancer une offre publique d'achat sur EDF et de parachever la prise de contrôle totale cet automne. D'après JPMorgan, cité par Reuters, l’État pourrait proposer environ 12 euros par titre, soit une prime de 53% par rapport au cours de clôture du 5 juillet, veille de l'annonce du projet de nationalisation par la Première ministre, Elisabeth Borne.
* Journée difficile pour Bonduelle qui a chuté de près de 10% à 13,70 euros. Le spécialiste des légumes transformés est pénalisé par un profit warning. Dans un communiqué publié hier soir, le groupe familial a prévenu qu'il n'atteindra pas ses objectifs annuels de croissance de chiffres d'affaires et de opérationnelle courante. Ils s'établissaient à respectivement de + 3% et + 3,6% à périmètre et change constants sur l'ensemble de l'exercice.

Ces révisions à la baisse sont à mettre sur le compte de plusieurs paramètres. Parmi ceux-ci figurent notamment une vague sans précédent d'inflation touchant l'ensemble des composantes de coût et en accentuation au quatrième trimestre ainsi qu'un redressement amorcé mais plus difficile que prévu de ses activités de frais en Amérique du Nord.

Les difficultés rencontrées par la business unit Bonduelle Fresh Americas amènent le groupe à revoir la perspective de rentabilité de celle-ci à moyen terme, ce qui pourrait conduire à une dépréciation d'actifs corporels et/ou incorporels et d'impôts différés actifs de cette activité.

* Le groupe de défense et aéronautique Thales (-2,24% à 123,30 euros) a annoncé l'acquisition pour 100 millions d'euros de la société néerlandaise OneWelcome, spécialisée dans la gestion des identités et des accès clients (Customer Identity and Access Management – ou CIAM). Ses employés rejoindront les équipes des activités d'identité et de sécurité numériques de Thales (DIS).

Après les rachats de S21SEC et Excellium en mai dernier pour 120 millions d'euros, cette opération vient confirmer l'appétence de Thales pour le métier de la cybersécurité, analyse le broker Invest Securities. En 2022, le groupe prévoit ainsi d'embaucher 11 000 personnes dans le monde, dont 1 000 dans la cybersécurité. Il serait aussi intéressé par l'activité cybersécurité d'Atos.

* Figeac Aero, fournisseur de rang 1 de la filière aéronautique, commence à récolter les fruits de sa restructuration financière. En Bourse, l'action a reculé pourtant de 0,40% à 4,94 euros, notamment en raison des pertes qu'il doit encore résorber. Son résultat opérationnel est ainsi négatif à - 32,2 millions d'euros, bien qu'en amélioration de 31,9 millions d'euros.

C'est la division Aérostructures, qui représente 83,1% du chiffre d'affaires du groupe à 234,2 millions d'euros, qui tire nettement la croissance globale (+40,8% en publié et +39,2% à périmètre constant et comparable). Les autres activités affichent un chiffre d'affaires de 47,7 millions d'euros (+24,7% en publié et +24,5% à périmètre constant et comparable). Au niveau de l'ensemble de la sociétés, les revenus affichent une croissance de 37,8% à 281,9 millions d'euros.

Cette dynamique d'activité confirme la reprise progressive du secteur aéronautique, portée par les montées en cadence confirmées par les donneurs d'ordre sur le segment des monocouloirs à l'instar de l'A320 Neo et du Boeing 737 MAX, après une crise d'une durée sans précédent.

En termes de cadences de production, les principaux donneurs d'ordre ont confirmé des augmentations de cadence substantielles d'ici mi-2023 avec 65 avions par mois sur la famille Airbus A320 NEO contre 45 actuellement et 42 Boeing 737 MAX par mois contre 24 aujourd'hui. A horizon 2025, Airbus confirme un passage à 75 avions par mois sur ses monocouloirs. La reprise sur les long-courriers sera plus progressive et le groupe n'entrevoit pas de retour à des cadences significatives avant plusieurs mois.

Figeac Aéro poursuit par ailleurs son développement commercial sur les marchés européens et américains. Les derniers gros contrats remportés avec Collins Aerospace, Rolls Royce ou encore Airbus Atlantic (ex-Stelia) sont maintenant complètement industrialisés. Le groupe participe actuellement à de nombreux appels offres significatifs en termes de charge sur les segments monocouloirs et long-courriers auprès des principaux donneurs d'ordre et qui devraient se déboucler dans les prochaines semaines.

**ANALYSES**

* Le dollar-roi est de retour. Et il a déjà fait sa première victime sur le marché des changes, l'euro. Au plus bas depuis vingt ans, la monnaie unique, qui valait 1,15 dollar en début d’année, frôle désormais la parité avec le billet vert. Un plancher hautement symbolique qui ne devrait pas résister longtemps de l'avis général.

La raison de cet ajustement express est simple. Face à la montée des périls économiques et géopolitiques, la devise américaine retrouve son statut de valeur-refuge. La puissance américaine a beau ne plus être tout à fait ce qu'elle était, par gros temps, la préférence des investisseurs pour les actifs en dollars ne se dément pas. D'autant que la cadence imprimée par la Fed à sa politique de relèvement des taux d’intérêt pare ce mouvement pavlovien d'une logique financière indiscutable.

Dans un tel contexte, on pourrait estimer que la chute de l'euro face au dollar n'est pas si grave. Et peut-être même aller jusqu'à considérer qu'il s'agit d'une bonne nouvelle. Après tout, elle ne résulte pas d'une défiance des marchés à l'égard du Vieux Continent. En tout cas, pas principalement, puisque face aux autres grandes devises mondiales, la monnaie unique tient son rang depuis le début de l'année.

Surtout, au moment où l'activité économique ralentit, la dévaluation de l'euro offre aux produits européens un ballon d'oxygène bienvenu sur les marchés internationaux. Elle augmente ce que les experts appellent leur compétitivité-coût et renforce donc leur potentiel à l'export.

Le problème, et il est de taille, c'est que le glissement de la parité euro-dollar se produit, alors que les prix de l'énergie flambent. Or c'est en billets verts que les Européens paient leurs factures pétrolière et gazière. Le dollar fort agit donc comme un amplificateur de la tendance haussière.

Avec deux conséquences majeures. Une envolée du coût des importations bien supérieures à celle des exportations, qui dégrade les balances commerciales des Etats de la zone euro, y compris celle de l’Allemagne, qui a enregistré, le mois dernier, son premier déficit depuis 30 ans. Surtout, et c'est sans doute le plus grave, l'envolée du dollar agit comme un dopant sur l'inflation européenne. Un dopant puissant, selon les analystes d'Allianz, qui estiment qu'une baisse de l'euro de 7 %, c'est 0,8 point d'inflation en plus en fin d'année ! Pour mémoire, le recul depuis janvier tangente les 12 %...

En clair, la bonne santé du dollar rogne encore un peu plus le pouvoir d'achat des entreprises et des ménages européens. Et complique la tâche des Etats et de la BCE. Un coup dur de plus pour une économie européenne, qui n'avait pas besoin de cela.

**L’AGENDA DU 13 juillet 2022**

**8h00 en Allemagne**  
Inflation en juin

**8h45 en France**  
Inflation en juin

**11h00 en zone euro**  
Production industrielle en mai

**14h30 aux Etats-Unis**  
Inflation en juin

**16h30 aux Etats-Unis**  
Evolution des stocks de produits pétroliers